

# Comment les investisseurs s'enrichissent au détriment des affamés

## Partage international n° 278 - Octobre 2011

par Horand Knaup, Michaela Schiessl et Anne Seith

Nous publions ci-dessous un résumé de l'article *Spéculer sur la vie : comment les investisseurs internationaux profitent de la faim*, de Horand Knaup, Michaela Schiessl et Anne Seith, paru dans le journal allemand *Der Spiegel*.

Les denrées alimentaires font l'objet d'échanges commerciaux spéculatifs aussi faciles à gérer que n'importe quelle valeur boursière. Les banques ont créé des fonds de placement agricoles afin de satisfaire cette nouvelle demande.

Il y a juste un petit problème : le prix des denrées alimentaires augmente parallèlement à la très forte demande en titres agricoles. En mars 2011, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a annoncé des prix record dépassant même ceux atteints au cours de la dernière grande crise alimentaire de 2008. Selon l'Indice des prix alimentaires de la FAO, les prix des denrées alimentaires avaient augmenté en moyenne de 39 % en un an. Le prix des céréales avait augmenté de 71 %, de même que celui des huiles de cuisine et des graisses. En juillet, l'indice atteignait 234 points, seulement quatre points en dessous de sa valeur la plus élevée de tous les temps atteinte en février. Il n'y a jamais eu autant d'argent en jeu dans des opérations financières concernant les denrées alimentaires.

### Une question de survie

Les investisseurs attirés par les denrées alimentaires ne sont pas plus intéressés par les céréales qu'ils ne l'étaient auparavant par les sociétés internet ou les *subprimes*. Ces investisseurs vont des fonds de pension géants aux petits investisseurs privés à la recherche de nouveaux placements plus sûrs. Mais pour les pauvres de ce monde, qui doivent consacrer 70 % de leur maigre revenu à l'alimentation, il s'agit d'une question de survie.

Plus d'un milliard de personnes ont faim dans le monde. La famine qui sévit actuellement dans la corne de l'Afrique n'est pas seulement la conséquence des sécheresses, des guerres civiles et de la corruption, mais aussi de la hausse prohibitive du prix des denrées alimentaires. Selon la Banque mondiale, depuis juin 2011, cette hausse a poussé 44 millions de personnes supplémentaires en dessous du seuil de pauvreté. Ce sont des gens qui doivent survivre avec moins de 1,25 dollar (0,87 €) par jour.

« *Cette crise des prix des denrées alimentaires fait souffrir de plus en plus de pauvres et en appauvrit d'autres qui ne l'étaient pas avant* », a déclaré en avril 2011 Robert Zoellick, président de la Banque mondiale, qui insista sur les effets brutaux que ces augmentations ont sur les consommateurs des pays en voie de développement. Les causes avancées pour cette explosion des prix sont citées encore et encore dans le cadre de réunions et de conférences. En voici quelques unes :

- les changements climatiques, des conditions météorologiques extrêmes et donc des récoltes déficientes ;
- le sacrifice de terres arables au profit de la production des biocarburants ;
- l'augmentation de la population ;
- une demande croissante d'économies émergentes telles que la Chine et l'Inde ;
- des carburants plus chers et aussi plus chers à transporter ;
- une consommation de viande en hausse, ce qui augmente la consommation en céréales des animaux ;
- une agriculture négligée pendant des décennies, en particulier dans les pays où règne la faim.

Il est choquant de constater que, même si ces facteurs y contribuent, ils ne sont pas les premiers responsables de ces prix excessifs.

Olivier de Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, essaie de clarifier les choses. Il affirme que les coupables sont les

grands investisseurs qui, vu l'assèchement des marchés financiers, investissent massivement dans le marché des denrées, le faisant croître au-delà de toute proportion. Selon lui, la spéculation excessive est la principale cause de la hausse des prix.

Les denrées alimentaires sont devenues de l'argent, une source de gros profits potentiels, un objet de spéculation à Wall Street. La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) décrit ce processus dans une étude publiée récemment comme étant la transformation du marché des denrées alimentaires en un marché financier.

Comment se fait-il que des *hedge funds* et des banques d'investissement puissent avoir une influence sur le prix du pain en Tunisie ou du blé au Kenya ? Pourquoi de grands fonds de pension ou de petits investisseurs jouent-ils avec les réserves alimentaires mondiales ? Comment se fait-il que les bourses de Chicago, New York et Londres jouent un rôle décisif pour déterminer combien de personnes seront privées de nourriture ?

### **Déséquilibre du marché**

Ce marché était strictement contrôlé, et ceci pour de bonnes raisons. Mais en 1999, le monde de la haute finance s'arrangea pour faire des matières premières agricoles des objets de spéculation. Cette année-là, la Commission américaine du commerce des matières premières dérégula de manière conséquente les marchés. Les banques pouvaient désormais se consacrer librement et à grande échelle au commerce des titres des denrées alimentaires.

En 2004, la Commission américaine des titres et des échanges (SEC) élargit encore le champ d'action des banques en approuvant une pétition des banques d'investissement Lehman Brothers, Morgan Stanley, Bear Stearns et J.P. Morgan visant à assouplir les règles de gestion des capitaux. A partir de ce moment-là, les professionnels de la finance purent faire des transactions équivalentes à quarante fois le capital qu'ils détenaient en collatéral.

Il en résulta un déséquilibre du marché des denrées alimentaires jusque-là stable. « *Le boom que créa ces nouvelles opportunités spéculatives dans le domaine des marchés des céréales, de l'huile de consommation courante et du bétail créa un cercle vicieux* », écrit Frederick Kaufman en avril 2011 dans un article pour le *Foreign Policy* intitulé *Comment Goldman Sachs a créé la crise alimentaire*. Sa conclusion est également claire : « *Plus le prix des denrées augmente, plus il y a d'argent qui circule*

*dans ce secteur ce qui fait encore augmenter les prix* »

Dans un marché dérégulé, le nombre de spéculateurs se faisant de l'argent sur le dos des affamés ira en augmentant, affirme l'économiste en chef de la Cnuced, Heiner Flassbeck. Les conséquences seraient désastreuses. Selon la Banque mondiale, une augmentation de seulement 10 % du prix des denrées alimentaires à l'échelle mondiale ferait que 10 millions de personnes supplémentaires glisseraient en dessous du seuil de pauvreté. Bien qu'il y ait suffisamment de nourriture, beaucoup meurent de faim simplement parce qu'ils n'ont plus les moyens de se la procurer.

Les « émeutes de la faim » en Afrique ont inquiété les puissants. Selon Bettina Engels, spécialiste des situations de conflit à l'Institut des études politiques Otto Suhr de Berlin : « *Les manifestations populaires en Afrique du Nord peuvent être considérées comme des émeutes du pétrole. Dans ces conflits, tout tourne autour de la participation politique et de la redistribution des richesses.* » Ce ne sont pas seulement les pauvres mais aussi les classes moyennes qui sont descendues dans les rues à Tunis, au Caire et à Tripoli.

Même le libéral Guido Westerwelle, ministre des Affaires étrangères allemand critique désormais cette « *spéculation irresponsable. Entre 2006 et 2009, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont connu la faim parce que la vente de produits financiers douteux a provoqué l'explosion des prix des denrées alimentaires* », a-t-il déclaré en mai 2011.

La hausse des prix des denrées alimentaires s'est également trouvée au centre des débats de la Conférence des ministres de l'Agriculture du G20 à Paris les 22 et 23 juin 2011. Le président français se montra très favorable à un contrôle plus strict des marchés dans le domaine agricole, en déclarant « *qu'un marché dérégulé n'est pas un marché, mais une loterie où la fortune sourit au plus cynique.* »

« *Depuis trop longtemps les gouvernements ont donné la priorité aux intérêts des grandes entreprises et des élites au pouvoir, en négligeant les besoins des sept milliards de personnes qui produisent et consomment la nourriture* », a affirmé Marita Wiggerthale, experte en questions agricoles à Oxfam.

Aujourd'hui, les portefeuilles des fonds d'investissement portant sur les produits agricoles incluent tous les grands acteurs du secteur agricole.

A l'avenir, toute personne qui croit son conseiller financier lorsque celui-ci affirme qu'investir dans de tels fonds contribue à consolider les réserves alimentaires mondiales devrait savoir clairement que ces investissements font partie du problème, pas de la solution.

**Auteur** : Horand Knaup, Michaela Schiessl et Anne Seith,

**Sources** : [www.spiegel.de](http://www.spiegel.de), Allemagne

**Thématiques** : [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique** : [Divers](#) ()